Cameroun : les graves effets de l'agro-industrie du palmier à huile sur la souveraineté alimentaire et les moyens d'existence

Au cours des cinq dernières années, d'énormes concessions de terres ont été accordées au Cameroun, pour élargir les plantations existantes ou sous la forme de nouvelles concessions pour cultiver des palmiers à huile ou des hévéas. Dans ce contexte, la compagnie nord-américaine Herakles Farms, par l'intermédiaire de sa filiale locale SG Sustainable Oils Cameroon PLC (SGSOC) prévoit de faire une grande plantation industrielle de palmiers à huile et une raffinerie d'huile de palme. Les deux projets seront mis à exécution dans une zone couverte de forêt tropicale et entourée par deux parcs nationaux, une réserve forestière et une réserve de faune.

Le 17 septembre 2009, la SGSOC a signé un contrat avec le gouvernement camerounais, grâce auquel elle a droit à 73 086 hectares dans les départements du Ndian et du Kupe-Manenguba, dans le sud-ouest du Cameroun, pour une période de 99 ans. Cette région est déjà couverte en bonne partie par des plantations de palmiers, qui entourent les maisons et les routes.

En 2012, le Centre pour l'environnement et le développement (CED) du Réseau de lutte contre la faim (RELUFA) a fait une recherche [1] sur le marché conclu avec Herakles/SGSOC, et il a conclu que le projet était extrêmement avantageux pour la compagnie : le contrat l'exonère du paiement de droits de douane et de certains coûts de sécurité sociale pendant les 99 ans du projet. L'entreprise bénéficiera aussi d'une exonération d'impôts sur une période de 10 ans à compter du moment où la production atteindra 10 tonnes de fruits à l'hectare sur au moins 3 000 hectares. Tout compte fait, la SGSOC paiera un loyer de seulement 0,50 à 1,00 USD par hectare et par an.

Herakles affirme qu'elle prévoit d'utiliser uniquement des terres « dégradées » et des « forêts secondaire », mais elle a déjà ouvert une route de 3 km, près de Talangaye, qui pénètre profondément dans la forêt tropicale, et elle a abattu des étendues de forêt tropicale pour ses plantations, sans autorisation du ministère des Forêts, dans une zone réservée, le Parc national de Bakossi. Cela lui a valu une citation à comparaître et la saisie de son équipement.

L'Institut Oakland a produit lui aussi un rapport [2] et une vidéo [3] qui révèlent les impacts déjà

ressentis par de nombreux petits agriculteurs qui risquent de perdre leurs terres à cause du projet, dans un pays où la production agricole emploie 70 % de la population. Dans tous les villages situés à l'intérieur de la concession, les agriculteurs s'opposent au projet d'Herakles Farms, surtout parce que de nombreuses familles n'auront bientôt plus de terres à cultiver si l'entreprise est autorisée à exécuter ses plans.

Bien que le contrat ne lui accorde pas le droit de commencer à fonctionner, la SGSOC a déjà commencé la démarcation de sa plantation à l'insu ou sans l'approbation des propriétaires fonciers traditionnels. D'après les agriculteurs, « ils sont entrés dans la forêt à l'insu du village... et ils ont délimité la zone ». « Nous voulons qu'ils s'en aillent et qu'ils nous laissent en paix. » « Nous n'avons pas besoin d'eux, nous sommes très bien comme ça. » « Nous allons lutter à mort pour notre terre. »

La compagnie a construit des pépinières à trois endroits, et certains villageois le regrettent maintenant : « Je dois dire que nous avons commis une grosse erreur en permettant à l'entreprise d'installer sa pépinière dans notre village. Mais l'entreprise nous a dit que, si nous lui donnions de la terre pour sa pépinière, elle allait nous bâtir des maisons, nous apporter la lumière et l'eau, nous construire un hôpital. Mais depuis, rien n'a été fait dans le village », a dit un des petits agriculteurs.

Un des principaux arguments que donne la SGSOC pour justifier son affirmation qu'elle apportera le développement économique à la région est qu'elle créera 7 500 nouveaux emplois pendant la durée du projet. Or, en cultivant leur propre terre et en vendant leurs diverses productions sur les marchés locaux les agriculteurs indépendants ont en fait la possibilité de gagner quatre fois plus que ce qu'ils gagneraient en travaillant pour une compagnie agro-industrielle. La plupart d'entre eux cultivent de nombreux produits – millet, cacao, manioc, noix de cola, mangue sauvage, haricots, riz, fruits et même palmier à huile – à titre individuel ou en coopératives. La chasse, la pêche et la cueillette de produits forestiers (des aliments mais aussi des plantes médicinales et du bois de chauffage) sont des activités courantes dans la région. L'évaluation d'impact environnemental et social (EIES) a reconnu que l'application massive de produits chimiques, habituelle dans les plantations de grandes dimensions, représente un grave danger pour les sources d'eau et pour les populations de poissons, ainsi que pour les réserves d'eau potable. L'EIES signale que l'effet négatif de la plantation industrielle de palmiers à huile sera « considérable » et « de longue durée ».

« Ici, tout le monde est auto-employé. Nous avons des plantations de cacao » ; « nous n'avons pas besoin de palmiers, nous avons suffisamment de palmiers à nous », disent dans la vidéo de nombreuses personnes interviewées. L'agro-diversité leur permet d'assurer leur souveraineté alimentaire : « nous avons tout dans notre village : du manioc, du cacao, de l'huile de palme, du macis, des mangues que nous vendons, des noix de cola et de bita cola. Nous n'avons pas une seule chose dans notre terre, nous avons beaucoup de choses qui nous rapportent de l'argent, nous n'avons pas besoin qu'on vienne nous déranger. Nous ne sommes pas dans l'embarras. Alors, pourquoi dites-vous [SGSOC] que nous avons faim ? Nous n'avons pas besoin de vous. »

Le cas d'Herakles/SGSOC au Cameroun s'inscrit dans l'accaparement de terres pratiqué par des investisseurs qui, sur une période d'un peu moins d'une année, se sont emparés d'environ 56 millions d'hectares, dont 29 millions dans le continent africain, au sud du Sahara. Les rapports du CED et de l'Institut Oakland illustrent les problèmes auxquels sont exposés les communautés, l'environnement et le pays entier lorsque de grandes plantations industrielles y sont établies.

Comme dit le président de Nature Cameroon, « Nous devons nous inquiéter : de quoi vivrait la population... si nous devions donner 70 000 hectares à une seule personne, à une compagnie ? Que resterait-il pour les communautés ? »

*Article basé sur les rapports suivants : [1] « Le treizième travail d'Héraklès ? Étude sur la concession foncière de SGSOC dans le Sud-Ouest du Cameroun », Samuel Nguiffo et Brendan Schwartz, Centre pour l'environnement et le développement (CED) :*http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2012/02/13e-travail-d-heracles-fr-ok.pdf *; [2])"Understanding Land Investment Deals In Africa. Massive Deforestation Portrayed As Sustainable Development:The Deceit Of Herakles Farms In Cameroon Land Deal Brief", septembre 2012, The Oakland Institute :*http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Land_deal_brief_herakles.pdf *; [3] "The Herakles Debacle", vidéo produite par The Oakland Institute : !.*